

POUR UN ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL DE QUALITÉ AVEC LE SNUEP-FSU

Contribution

« Notre ligne de pensée a toujours été l'intérêt primordial de nos jeunes en formation et de la société en général. »

¹ www.cafepedagogique.net

En cette rentrée, tout nous laisse penser grâce aux remontées de nos responsables locaux et aux premières informations en provenance du rectorat, que nos effectifs en lycées professionnels repartiraient à la hausse, y compris dans des sections qui étaient menacées de fermetures l'an passé. Cela reste à confirmer mais c'est une bonne nouvelle. Il y a sûrement plusieurs raisons à cela comme en particulier le regain d'intérêt des familles et des jeunes pour des établissements dont la formation professionnelle peut permettre d'accéder plus facilement à un emploi dans un contexte très difficile. Mais il y a sûrement aussi une raison qui n'est pas pour nous déplaire : le recul (momentané ???) de l'apprentissage ! Extrait du *Café pédagogique*¹ du 5/09 : « **Faute de trouver un patron prêt à les accueillir, beaucoup de jeunes renoncent à une formation en alternance. Ou veulent partir à l'étranger. En cinq ans, entre 2008 et 2012, nous avons perdu 15 % des effectifs dans nos centres de formation des apprentis [les CFA, ndlr]. Il y a toujours autant de jeunes qui se présentent, mais ils ne trouvent pas d'employeurs pour les prendre en apprentissage et signer des contrats. Ils doivent alors renoncer.** » Daniel Munoz est responsable de la formation dans le premier réseau national d'apprentissage en France, qui opère dans le bâtiment et les travaux publics... Dans l'enquête que nous avons menée auprès de nos 65 000 apprentis, plus du tiers (37,8 %) répondent que la recherche de leur entreprise a été difficile. Un chiffre en hausse par rapport à nos précédents sondages, souligne Daniel Munoz. « C'est un motif d'inquiétude pour l'avenir. Car nos CFA, avec des effectifs en baisse, ont de plus en plus de mal à s'équilibrer financièrement. » Et le Café d'ajouter : « **Toutefois, même passés ces obstacles, tout n'est pas rose dans le monde de l'apprentissage. Engagés dans une filière qu'ils n'ont pas choisie, déstabilisés par l'alternance entre semaines en entreprise et en cours - un rythme exigeant,**

ou rebutés par l'accueil de leur tuteur, un nombre non négligeable de jeunes apprentis abandonnent chaque année. Ils vont alors aussi grossir l'armée de décrocheurs que François Hollande a promis de diviser par deux, l'un des grands enjeux de son quinquennat. »

Attardons-nous quelque peu sur cette annonce d'un recul historique de recrutement des CFA et de l'apprentissage en général. Non pour nous en réjouir stupidement mais pour souligner une fois encore notre attachement viscéral à l'enseignement professionnel public initial. Notre ligne de pensée a toujours été l'intérêt primordial de nos jeunes en formation et de la société en général. L'école, l'école, l'école... Voilà notre « credo » ! L'Unesco ne dit d'ailleurs pas autre chose dans son dernier rapport sur l'éducation : « "L'éducation a le pouvoir de transformer chaque étape de la vie pour le meilleur", rappelle l'Unesco dans son combat pour atteindre "l'éducation pour tous" en 2015. Pour en persuader les opinions publiques, l'Unesco donne des exemples. "171 millions de personnes pourraient sortir de la pauvreté si l'ensemble des élèves des pays à faible revenu quittaient l'école avec des compétences de base", note l'organisation. **Elle note aussi « qu'une année d'étude supplémentaire augmente les revenus de 10 % en moyenne ».**

François Dubet enfonce le clou dans un excellent article paru dans Le Monde du 1^{er} septembre : « **Il existe un problème de relations entre la formation et l'emploi. Malthusienne, l'école républicaine distribuait peu de diplômes, ce qui les rendait efficaces tout en ne pénalisant guère ceux qui en étaient dépourvus. Aujourd'hui, les diplômés sont indispensables à tous, mais ils ont une utilité des plus variables, laissant de côté les dizaines de milliers d'élèves qui en sont privés. L'école n'est donc pas utile à tous alors que les diplômés sont essentiels à l'entrée dans la vie professionnelle.** »

Le Premier Ministre, Jean-Marc Ayrault, reste dans la même logique dans son discours lors d'une visite d'un LP le 2 septembre : >>>

>>> « Nous n'atteindrons pas les objectifs que nous nous sommes fixés sans donner à l'enseignement professionnel toute la place qui lui revient. Trop longtemps dans notre pays de longue culture, seul l'enseignement général a eu droit de cité, et trop longtemps l'enseignement professionnel a été perçu voire pratiqué comme un choix par défaut. D'ailleurs les familles vivaient mal l'orientation de leurs enfants. Ils disaient : "ah bon mais c'est un échec". Eh bien non ce n'est pas un échec et c'est une chance, et ce que j'ai vu ce matin n'a fait que me convaincre encore davantage. Parce que cette image négative, parfois péjorative, il faut la renvoyer définitivement au passé. Elle ne correspond plus du tout à la réalité ».

Alors passons vraiment aux actes, Monsieur le Premier Ministre. Il est grand temps de se pencher sur le bilan de la rénovation de la voie professionnelle après la réduction d'un an de la durée des études pour nos lycéens.

Le Bac Pro 3 ans a eu un nombre certain de conséquences néfastes pour nos élèves, très bien résumées par Francis Daspe le 3 septembre dans une chronique libre parue sur le site de Marianne et intitulée **En finir avec les dégâts du Bac Pro 3 ans** : « L'heure d'un premier bilan a sonné, même si nous ne disposons pas encore de toutes les données et du recul nécessaires. Le bilan est cependant négatif pour de nombreuses raisons. Le taux de réussite a tout d'abord baissé. L'an passé, il avait connu une chute de près de 6 %. C'était la première cohorte à avoir connu l'intégralité de la réforme. La baisse est donc significative. La faible hausse de 0,3 % cette année n'a pas permis de compenser la perte : seuls 78,5 % des élèves du professionnel ont décroché le bac à cette session. La réforme a conduit également à une recrudescence des sorties en cours de cursus sans diplôme, c'est-à-dire du décrochage scolaire. Ces sorties se situent à la fois en première année (avec des réorientations en apprentissage), en seconde année (à l'issue d'un échec lors de la certification intermédiaire qui entraîne une plus grande démotivation) et en troisième année (avec un taux d'échec plus élevé).

Mais davantage encore que les critères purement quantitatifs, ce sont les aspects qualitatifs qui sont les plus alarmants. La réforme a conduit à un affaiblissement des contenus disciplinaires transmis. Ce qui était déjà difficile à assimiler en quatre ans devient mission quasi impossible en trois ans. La multiplication des périodes d'épreuves de contrôle en cours de formation (CCF), qui amputent lourdement le temps de formation, aggrave la situation. En outre, la mise en place du CCF s'accompagne de pressions très fortes à l'encontre des enseignants afin d'avoir des résultats qui permettent d'atteindre les objectifs fixés par le ministère. La recherche d'une réussite même factice ne parvient nullement à masquer la baisse du taux de réussite. »

L'école, l'école, l'école...Ce n'est pas pour nous qu'un slogan ou la simple défense de notre pré carré ! C'est une question de fond, de responsabilités par rapport à l'avenir, à l'éducation de nos gosses et de jeunes, de fondement de la République. Nous devons tout entreprendre pour faire passer ce message fort, en dépassant tous les clivages primaires et surtout les intérêts partisans.

À tous ceux qui entrent dans le métier, et à qui nous souhaitons la bienvenue, soyez porteurs avec nous, de ce principe : seule l'Éducation reste porteuse d'espoir pour la société d'aujourd'hui et la société de demain qu'il nous reste à bâtir ! C'est notre fierté d'enseignants et en particulier d'enseignants des lycées professionnels, EREA et SEGPA ainsi que de tous ceux qui font partie des équipes pédagogiques.

SNUEP-FSU Aquitaine
Christian Sauce
Bureau académique

« La recherche d'une réussite même factice ne parvient nullement à masquer la baisse du taux de réussite. »